

## 10. RECETTES PUBLIQUES ET COÛTS DE PRODUCTION

### Coûts de production et externalisation

Les coûts de production des administrations publiques sont les dépenses publiques consacrées aux biens et services que ces administrations utilisent. Ils recouvrent la rémunération des agents publics (salaires) et les achats de biens et de services (fournitures pour les écoles et les hôpitaux par exemple). Ils ne comprennent pas les dépenses publiques qui n'impliquent pas l'achat d'un bien ou d'un service (comme les dépenses liées à la protection sociale, les allocations de chômage et d'autres transferts). L'externalisation est la partie des coûts de production des administrations publiques qui est utilisée pour acheter des biens et services à des entités non gouvernementales (achats des administrations publiques à des entreprises privées et à d'autres organismes).

En 2021, les coûts de production ont représenté en moyenne à 21.6 % du PIB dans les pays de l'OCDE (graphique 10.12). Les plus élevés ont été enregistrés en Finlande (31.1 %), en Islande (30.3 %) et en Suède (29.5 %) - tous des pays scandinaves -, ce qui s'explique par la prestation généralisée de services à financement public et leurs coûts relativement élevés. Les pays qui ont consacré la plus faible part de leur PIB à ces dépenses sont le Mexique (11.8 %), la Colombie (16.8 %) et le Chili (16.8 %). Les coûts de production des administrations publiques ont diminué dans 25 des 27 pays pour lesquels des données étaient disponibles en 2022, de 1.1 % du PIB en moyenne. Cette baisse tient sans doute à ce que certains des services publics fournis en réponse à la pandémie de COVID-19 n'étaient plus nécessaires, ou à la croissance du PIB qui a accompagné le redressement des pays, ou aux deux à la fois.

La composition des coûts de production varie légèrement selon les pays de l'OCDE (graphique 10.13). Les dépenses consacrées à la rémunération des agents publics en ont représenté en moyenne 43.2 %, ce pourcentage se situant entre 40 % et 55 % dans la plupart des pays de l'OCDE (28 sur 37). Deux pays ont alloué à ce poste une part nettement supérieure de leurs dépenses : le Mexique (72.7 %) et le Costa Rica (70.9 %). Les pays qui y ont consacré la part la plus faible sont le Japon (23.5 %) et les Pays-Bas (29.4 %). Les dépenses salariales ne sont pas nécessairement liées à la structure des administrations publiques. Par exemple, l'Irlande (47.1 %) et le Canada (48.8 %) y ont affecté des montants quasiment identiques, alors que l'Irlande a une administration publique unitaire et centralisée et le Canada un système fédéral. Les dépenses consacrées à l'achat de biens et de services ont constitué en moyenne 44.1 % des coûts de production, ce pourcentage étant compris entre 30 % et 45% dans la majorité des pays de l'OCDE (24 sur 37).

Les administrations publiques ont consacré en moyenne 9.5 % du PIB aux dépenses d'externalisation en 2021 (graphique 10.14). Sur ce total, 6.2 % du PIB ont été alloués au paiement d'acteurs non gouvernementaux pour la fourniture de biens et de services utilisés directement par les administrations publiques. 3.3 % du PIB à des biens et des services fournis à la population par des prestataires non gouvernementaux, mais financés par les pouvoirs publics, dans les domaines de la santé, du logement, du transport et de l'éducation par exemple. Dans 22 des 27 pays pour lesquels on dispose de données, les coûts d'externalisation ont notablement diminué en 2022, de 0.3 % du PIB en moyenne. Les différentes structures de dépenses peuvent refléter des décisions nationales différentes quant à la fourniture directe de biens et de services par le gouvernement ou à leur externalisation. Par exemple, tandis que les deux gouvernements sont de taille équivalente en part du PIB, les Pays-Bas dépensent beaucoup plus pour financer les biens et services fournis au public par des sous-traitants (10.5 % du PIB) que le Danemark (1.2 % du PIB) (figure 10.14). De même, le Danemark consacre une part beaucoup plus importante de ses

coûts de production liés à la rémunération des agents publics (53.7 %) que les Pays-Bas (29.4 %) (graphique 10.13).

#### Méthodologie et définitions

Le concept et la méthode de calcul des coûts de production reposent sur la classification des dépenses des administrations publiques propre au *Système de comptabilité nationale* (SCN). Le cadre du SCN 2008 est désormais en vigueur dans tous les pays de l'OCDE (voir l'annexe C pour un complément d'information). Les coûts de production des administrations publiques comprennent : Les coûts liés à la rémunération des agents publics, y compris les rémunérations en espèces ou en nature, plus la totalité des cotisations obligatoires (et imputées) de l'employeur au régime d'assurance sociale et les versements facultatifs pour le compte des agents publics. Les biens et les services utilisés par les administrations publiques, qui sont la première composante de l'externalisation. Selon le SCN, il s'agit de la consommation intermédiaire (achat des produits intermédiaires nécessaires à la production des administrations). Les biens et les services financés par les administrations publiques, deuxième composante des dépenses d'externalisation. Selon le SCN, cette composante inclut les transferts sociaux en nature effectués par l'intermédiaire de producteurs marchands et payés par les administrations publiques. Les autres coûts de production, qui englobent les composantes restantes de la consommation de capital fixe (amortissement du capital) et les autres impôts sur la production, moins les autres subventions à la production. Les données couvrent l'emploi public et la consommation intermédiaire affectés à des activités de production destinées à l'usage propre des administrations publiques. Les coûts de production présentés ici ne sont pas égaux à la valeur de la production dans le SCN.

#### Pour en savoir plus

OCDE (2022), *OECD Economic Surveys: Finland 2022*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/516252a7-en>.

OCDE (2022), *OECD Economic Surveys: Mexico 2022*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/2e1de26c-en>.

#### Notes relatives aux graphiques

Les données concernant Türkiye ne sont pas comprises dans la moyenne OCDE.

10.12. Les données relatives au Chili ne sont pas comprises dans la moyenne OCDE. Celles concernant le Brésil, l'Indonésie et Türkiye portent sur 2020 et non 2021.

10.13. Les données concernant le Chili ne sont pas disponibles. Celles concernant l'Indonésie et Türkiye portent sur 2020 et non 2021.

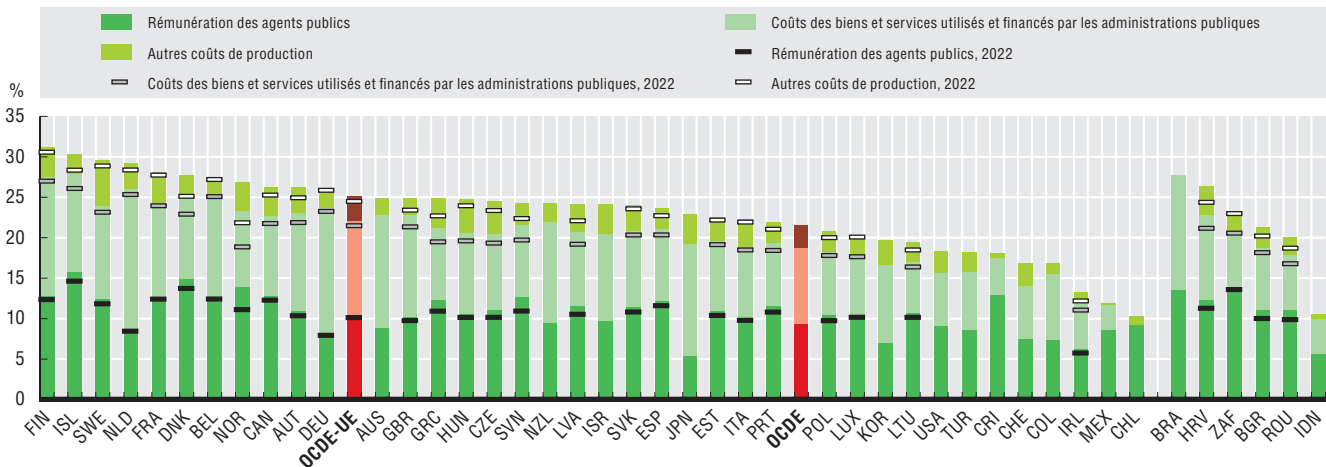
10.14. Les données pour le Chili ne sont pas disponibles. L'Afrique du Sud, les États-Unis, l'Indonésie et le Mexique ne présentent pas séparément les biens et les services financés par les administrations publiques dans leurs comptes nationaux. Les données pour le Brésil, l'Indonésie et Türkiye portent sur 2020 et non 2021.

G.5.5 (Composition des dépenses d'externalisation des administrations publiques, 2021) est consultable en ligne dans l'annexe G.

# 10. RECETTES PUBLIQUES ET COÛTS DE PRODUCTION

## Coûts de production et externalisation

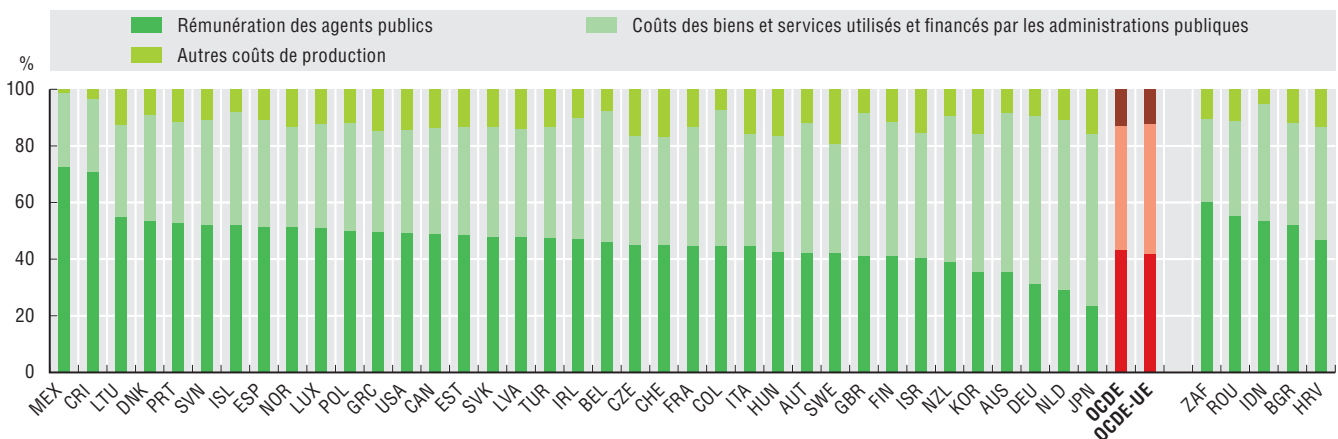
### 10.12. Coûts de production en pourcentage du PIB, 2021 et 2022



Source : Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux (base de données). Pour l'Australie, les données sont tirées à la fois des statistiques sur les comptes nationaux et des statistiques sur les finances publiques communiquées par le Bureau australien des statistiques.

StatLink <https://stat.link/7zmq6t>

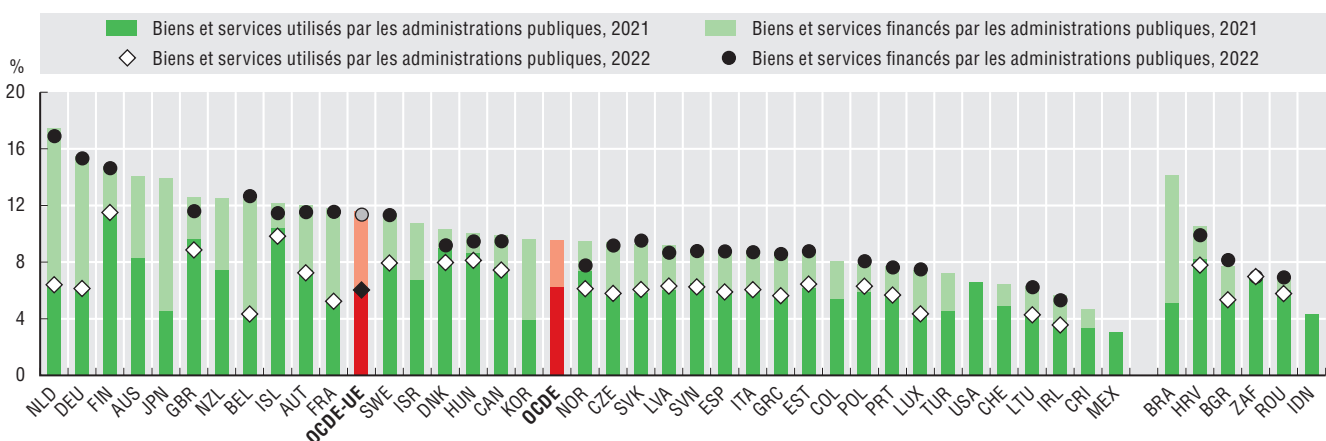
### 10.13. Composition des coûts de production, 2021



Source : Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux (base de données). Pour l'Australie, les données sont tirées à la fois des statistiques sur les comptes nationaux et des statistiques sur les finances publiques communiquées par le Bureau australien des statistiques.

StatLink <https://stat.link/3rkz7f>

### 10.14. Dépenses d'externalisation des administrations publiques en pourcentage du PIB, 2021 et 2022



Source : Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux (base de données). Pour l'Australie, les données sont tirées à la fois des statistiques sur les comptes nationaux et des statistiques sur les finances publiques communiquées par le Bureau australien des statistiques.

StatLink <https://stat.link/e3y9io>



Extrait de :  
**Government at a Glance 2023**

Accéder à cette publication :  
<https://doi.org/10.1787/3d5c5d31-en>

**Merci de citer ce chapitre comme suit :**

OCDE (2023), « Coûts de production et externalisation », dans *Government at a Glance 2023*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/979c3f86-fr>

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :  
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.